
Nouvelles stratégies pour le dépistage et la prévention du VIH

Le programme de l'ANRS

En France, le diagnostic tardif de l'infection reste encore trop fréquent et l'épidémie reste très active chez les homosexuels masculins. Au Nord comme au Sud, les traitements antirétroviraux sont d'autant plus efficaces que les patients sont pris en charge précocement. On pense par ailleurs aujourd'hui que les antirétroviraux réduisent de manière importante la transmissibilité du VIH au niveau collectif.

Face à ce constat, l'ANRS a lancé un important programme de recherche innovant sur le dépistage et sur les stratégies alternatives de prévention. L'ANRS engage aussi de nouvelles relations avec le milieu associatif, qui devient acteur à part entière de la recherche. Parallèlement, un groupe de travail élabore un programme de recherche sur l'impact des antirétroviraux dans les pays en développement.

▪ « Dépistage »

Animé par France Lert (Inserm U687, Villejuif), le groupe « dépistage » de l'ANRS réunit des chercheurs en sciences sociales, des épidémiologistes, des cliniciens, des virologues et des acteurs associatifs. Plusieurs projets de recherche ont été lancés, en particulier quatre recherches interventionnelles.¹

Une approche communautaire du dépistage

L'étude ANRS Com' Test, coordonnée par le Pr Yazdan Yazdanpanah (Centre hospitalier de Tourcoing) et Jean-Marie Le Gall (Aides) a évalué la faisabilité d'une **offre de dépistage communautaire non médicalisée par un test rapide auprès des hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes**. Auprès de cette population fortement exposée au VIH, ce type d'offre de proximité est en effet susceptible d'accroître la fréquence du dépistage, tout en permettant un conseil approfondi et plus adapté en matière de prévention. Le dépistage était réalisé par des acteurs associatifs, spécialement formés à cette pratique, dans les locaux de l'association Aides. Les premiers résultats ont montré la faisabilité et l'acceptabilité de cette nouvelle offre de dépistage. Ils ont permis aux pouvoirs publics de prendre la décision de l'inscrire dans la pratique courante (Arrêté du 9 novembre 2010).

¹ Recherche interventionnelle : ce type de recherche vise à évaluer, à l'échelle d'une population, une intervention de santé publique. Cette approche s'oppose à la recherche observationnelle.

Une autre recherche interventionnelle, appelée ANRS DRAG (Investigatrice principale : Chantal Vernay-Vaisse, CDAG Marseille) est en cours de réalisation. Elle a été élaborée sur la base des résultats positifs d'une étude de faisabilité financée par l'agence. Cette étude a pour objectif de comparer l'approche communautaire de dépistage par un test rapide auprès des homosexuels masculins avec le dépistage réalisé en CDAG. Elle permettra, d'établir une comparaison de ces deux offres de dépistage, notamment en termes d'attractivité, de satisfaction et d'efficacité préventive.

Le dépistage par test rapide dans les urgences hospitalières

Compte tenu de leur nombre de consultants et de la diversité des populations que ces derniers représentent, **les services des urgences des hôpitaux** apparaissent être un lieu où la proposition systématique d'un dépistage du VIH est susceptible d'augmenter le nombre de patients dépistés séropositifs et de diminuer la prise en charge tardive de l'infection par le VIH, en particulier dans une région à forte prévalence telle que l'Ile-de-France.

Deux projets de l'ANRS visent à tester ce type de dépistage dans des services d'urgence. Dans les deux cas, une information par voie d'affiches est délivrée concernant la réalisation systématique d'un test lors de la consultation, les personnes ayant la possibilité de refuser le dépistage. La procédure repose sur un test rapide à partir d'un prélèvement de sang effectué au doigt, permettant ainsi de rendre le résultat à la personne sans qu'elle n'ait besoin de revenir dans le service et, en cas de résultat positif du test, de lui proposer une prise en charge immédiate.

Coordonné par le Pr Anne-Claude Crémieux (Hôpital Raymond-Poincaré, Garches), le premier projet vise à **évaluer l'efficacité** de ce mode d'intervention pour dépister et diagnostiquer de nouveaux cas d'infection par le VIH parmi les consultants testés, et l'accès effectif aux soins spécialisés. Les caractéristiques de la population acceptant le dépistage seront comparées avec les données de référence en population générale, et celles des personnes nouvellement diagnostiquées aux nouveaux cas d'infection arrivant dans les services VIH. Les premiers résultats sur l'acceptabilité d'un tel dépistage auprès des consultants sont extrêmement encourageants (cf. BEH). **Une étude de coût-efficacité** sera menée en parallèle. Réalisée dans une trentaine de services d'urgence franciliens, auprès de 12000 consultants et sur une période de six semaines, cette étude s'est achevée en 2010. Les données recueillies sont en cours d'analyse.

Coordonnée par le Pr Enrique Casalino (Hôpital Bichat-Claude Bernard, Paris), la seconde étude présente des modalités de réalisation similaires, avec la mise en place d'un dépistage systématiquement proposé dans six services d'urgence de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris. Son objectif principal est complémentaire de celui du premier projet. Il consiste en effet à évaluer en premier lieu **la faisabilité** d'une telle approche de dépistage et **son retentissement sur le fonctionnement des services d'urgence**. Cette étude est en cours. Elle prévoit de réaliser un dépistage auprès de 30.000 à 50.000 consultants.

Parallèlement à ces projets de recherche interventionnelle, le groupe dépistage coordonne la mise en place **de recherches observationnelles** destinées à explorer et **comprendre les logiques actuelles d'utilisation des tests dans le cadre du dispositif existant**.

- Une enquête menée par Tim Greacen et le Dr Serge Hefez (Etablissement public de santé Maison Blanche, Paris) visait à évaluer les opinions et le niveau de connaissance et d'utilisation des « **tests à domicile** » **achetés sur internet** parmi les homosexuels masculins. Il s'agit notamment de savoir comment ces autotests (non officiellement autorisés en France) sont utilisés dans cette population. Les résultats de cette étude sont en cours d'analyse.

- Une recherche, coordonnée par le Pr Yazdan Yazdanpanah, s'intéresse aux patients nouvellement diagnostiqués et se présentant pour la première fois dans un service VIH. L'objectif est notamment d'évaluer les **opportunités manquées de diagnostic** et de déterminer les facteurs associés à celles-ci. Il s'avère en effet que les personnes diagnostiquées à un stade avancé de l'infection ont généralement eu des contacts antérieurs avec le système de soins. Cette étude permettra de mieux comprendre pourquoi un test ne leur a pas été proposé à ces occasions et d'identifier les obstacles au dépistage qui se sont présentés.
- Une étude, menée par Véronique Massari, Pierre Chauvin et Annabelle Lapostolle (Inserm U707, Paris) a été réalisée à partir de 2008 au sein de la cohorte SIRS (Santé, Inégalités et Ruptures Sociales) auprès de 3000 ménages de l'agglomération parisienne. Le but est d'explorer les déterminants des **inégalités sociales** vis-à-vis des pratiques de dépistage, en particulier les **difficultés géographiques d'accès** aux structures de dépistage.
- Enfin, l'étude ANRS Prévagay avait pour objectif d'évaluer la prévalence du VIH auprès des **homosexuels masculins** fréquentant des lieux de rencontre commerciaux franciliens. Réalisée par Annie Velter (InVS, Saint-Maurice), cette étude allie un prélèvement biologique sur buvard et un questionnaire sur les comportements sexuels. Elle permettra notamment de mieux appréhender **la prévalence réelle de l'infection par le VIH** dans cette population (les études antérieures se basaient en effet sur les déclarations des personnes interrogées et non sur la réalisation d'un test de dépistage comme cela sera le cas avec Prévagay). De plus, elle apportera des informations importantes sur la proportion de personnes qui connaissent leur statut sérologique, une question sur laquelle on dispose actuellement uniquement d'estimations. Les analyses des résultats de cette étude sont encore en cours.

▪ « Stratégies alternatives de prévention »

Présidé par le Pr Geneviève Paicheler (Cermes, Villejuif) et Bruno Spire, le groupe de travail multidisciplinaire « stratégies alternatives de prévention » réunit des chercheurs en sciences sociales, des épidémiologistes, des cliniciens, des virologues et des acteurs associatifs. Il a pour objectif de mettre sur pied de nouveaux projets de recherches à la fois fondamentales et sociales sur de nouvelles approches de la prévention de la transmission du VIH. Face au constat d'une utilisation du préservatif qui n'augmente pas, voire qui décline, et compte tenu des résultats décevants des travaux sur les microbicides et l'usage du diaphragme, il est aujourd'hui indispensable d'explorer de nouvelles voies susceptibles d'améliorer l'acceptabilité et l'adoption des pratiques préventives.

L'une des missions du groupe de travail de l'ANRS est d'étayer la question de l'impact des antirétroviraux sur la prévention par des données issues de recherches.

De nombreuses questions se posent en effet :

- Quelle est précisément la réduction du risque de transmission du VIH chez les personnes dont la charge virale est indétectable ?
- Cette réduction du risque concerne-t-elle tous les patients ou est-elle plus ou moins prononcée selon les populations, leurs pratiques sexuelles et/ou le type de traitement ?
- La moindre transmissibilité du VIH est-elle constante ou variable dans le temps ?
- Quelle est l'influence des IST (infections sexuellement transmissibles) sur la transmissibilité du VIH chez les patients dont la charge virale est contrôlée ?

- Quels peuvent être les effets d'un message associant charge virale indétectable et réduction du risque de transmission du VIH sur les comportements de prévention ? De quelle manière les personnes vont-elles s'approprier un tel message ? Ce dernier ne risque-t-il pas d'induire parmi les personnes qui l'utilisent, une moindre utilisation du préservatif ?

Différentes recherches fondamentales sont ainsi envisagées pour explorer les mécanismes de la transmission du VIH et la réduction du risque de transmission du virus en cas de charge virale indétectable. En particulier, une étude étudiant la charge virale dans le sang et dans le sperme, et les liens avec les comportements sexuels est en cours d'élaboration.

Parallèlement, des études en sciences sociales sont envisagées pour explorer l'impact de cette approche sur les comportements de prévention.

Dans le même temps, le groupe de travail s'intéresse à d'autres champs de recherche sur la prévention, en particulier à la circoncision masculine et aux modalités de son intégration parmi les pratiques préventives de l'infection par le VIH. Il s'intéresse également à la mise en œuvre de recherches en sciences sociales sur les usages de la "prophylaxie pré-exposition" (PrEP). La PrEP vise à agir sur le risque de contamination avant d'y être exposé.

La réduction du risque de transmission par les traitements dans les pays du Sud

Le besoin d'explorer de nouvelles approches de prévention existe non seulement pour les pays du Nord, mais aussi, et sans doute de façon encore plus urgente, dans les pays du Sud où la prévalence et l'incidence de l'infection par le VIH restent très élevées. Après la démonstration apportée en 2005 par un essai ANRS d'une réduction du risque de transmission du VIH par la circoncision masculine, l'Agence poursuit actuellement une vaste étude d'intervention en Afrique du Sud sur ce nouvel outil potentiel de prévention.

Parallèlement, l'ANRS a mis en place en 2008 un nouveau groupe de travail visant à mettre sur pied des recherches sur les antirétroviraux dans les pays du Sud. Coordonné par le Pr Bernard Hirschel (Hôpital cantonal universitaire de Genève), ce groupe s'intéresse notamment à l'impact des traitements sur la transmissibilité du VIH et sur les comportements de prévention (Tasp : Treatment as Prevention). A l'instar des travaux envisagés en France, il s'agit de mettre en œuvre des recherches évaluant de quelle manière la réduction du risque de transmission par les antirétroviraux pourrait être utilisée pour favoriser une prise en charge plus précoce des patients infectés dans les pays du Sud, ainsi que dans les discours de prévention.